



**HAL**  
open science

## Mondialisation, activités économiques et nouveaux rapports de genre : des exemples en Inde du Sud

Kamala Marius-Gnanou

► **To cite this version:**

Kamala Marius-Gnanou. Mondialisation, activités économiques et nouveaux rapports de genre : des exemples en Inde du Sud. Colloque Genre en mouvement, Conflits, négociations, recompositions, UMR Ades- CNRS, Université de Bordeaux, Bordeaux, 30 sept-2 oct 2009, Sep 2009, Bordeaux, France. halshs-00474308

**HAL Id: halshs-00474308**

**<https://shs.hal.science/halshs-00474308>**

Submitted on 19 Apr 2010

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Mondialisation, activités économiques et nouveaux rapports de genre : des exemples en Inde du Sud Kamala Marius-Gnanou<sup>1</sup>**

La décennie 1990 a été marquée en Inde par son intégration dans une économie mondialisée grâce à une politique de libéralisation. Cette mondialisation a été un vecteur puissant de croissance économique à l'instar du taux de croissance qui avoisine les 6-9% depuis ce tournant. Aussi, comment peut-on interpréter les effets de la mondialisation sur la vie quotidienne des femmes pauvres? En effet, La mondialisation en favorisant un processus de développement des industries d'exportation et de délocalisations a permis d'accroître incontestablement le volume d'emplois féminins dans la majorité des pays du Sud, notamment en Inde. Cependant, le revers de la médaille aura été l'application des PAS imposée par les acteurs de la mondialisation (FMI, BM) impliquant une réduction des budgets d'éducation, de santé, d'équipements...dont les femmes ont été les premières à en faire les frais. Cependant, afin de lutter contre la féminisation de la pauvreté, les politiques publiques par l'intermédiaire des ONG ont favorisé le développement de la microfinance destinée à plus de 90%, aux femmes dans le cas indien. En tant que produit de la mondialisation qui s'adapte aux différents contextes culturels, économiques voire politiques, il est difficile de donner une définition exacte de la microfinance, mais on peut retenir trois critères (SERVET, 2006, p.225) : « le faible montant des opérations, la proximité non seulement spatiale, mais aussi mentale et sociale entre l'organisation et sa population cible et la pauvreté supposée des client(e)s ou l'exclusion qu'elles ou ils subissent ».

Ainsi, à l'heure actuelle, l'activité féminine revêt des formes multiples en Inde : salariat industriel, activités formelles et informelles, micro-entrepreneuriat via la microfinance. A travers le cas des salariées industrielles d'une part, et des bénéficiaires de la microfinance d'autre part, nous analyserons les impacts de ces formes d'activités en termes de d'empowerment et de nouveaux enjeux de genre en Inde du Sud. Une question intéressante est de savoir dans ce contexte de la mondialisation, si un revenu plus ou moins régulier a permis ou non aux femmes d'accroître leurs capacités<sup>2</sup> de négocier un partage de l'autorité entre les sexes au sein de la famille de reconstruire d'une certaine manière de nouveaux rapports de genre. Cette recherche est fondée sur des enquêtes de terrain effectuées au cours de ces dix dernières années en Inde du Sud.

---

<sup>1</sup> Maîtresse de Conférences en Géographie et Aménagement, UMR Ades (CNRS/Bordeaux) et chercheure associée à l'Institut Français de Pondichéry (UMIFRE CNRS/MAE)

<sup>2</sup> Selon A.Sen, il faut non seulement prendre en compte ce que possèdent les individus, mais aussi leur capacité, leur liberté à utiliser leurs biens pour choisir leur propre mode de vie. Les principaux concepts de cette théorie sont ceux de « modes de fonctionnement » (*functionings*) et de « capacités » ou « capacités » (*capabilities*). Les premiers sont ce qu'un individu peut réaliser étant donné les biens qu'il possède (se nourrir suffisamment, se déplacer sans entraves, savoir lire et écrire) – cela décrit donc son état –, alors que les secondes sont les différentes combinaisons possibles des premiers, pour un individu. La capacité est, par conséquent, un ensemble de vecteurs de fonctionnements qui indique qu'un individu est libre de mener tel ou tel type de vie. (...) L'ensemble des capacités reflètent, dans l'espace des fonctionnements, sa liberté de choisir entre des modes de vie possibles » (« being and doing ») (repenser l'inégalité, Sen 1992).

## Contexte : Mondialisation et féminisation du travail en Inde

De nombreuses études s'intéressent à la condition des femmes en Inde, mais rarement à leur position par rapport aux hommes, notamment en termes d'opportunités d'accès aux emplois générés par la libéralisation économique aux ressources comme le crédit, la terre... Or c'est en Inde rurale que les femmes représentent l'une des catégories sociales les plus actives -29% de femmes actives en milieu rural contre 17% en milieu urbain<sup>3</sup>- mais aussi les plus défavorisées, même si elles ne sont pas les seules.

Même si les femmes indiennes sont de plus en plus nombreuses à travailler, la majorité d'entre elles, à savoir les plus pauvres, travaillent parce qu'elles n'ont jamais eu le choix, pour des salaires nettement inférieurs à ceux des hommes (à l'exception des emplois de la fonction publique). Cette féminisation croissante du travail agricole touche en grande majorité les basses castes et surtout les *dalits*. Nos recherches en pays rural tamoul (K.Marius-Gnanou, 2002) indiquent que les femmes *dalit* restent confinées dans les travaux agricoles sous payés. Les plus pauvres travaillent dans les champs dans des conditions souvent pénibles et peu satisfaisantes. En Inde, l'agriculture reste le principal employeur des femmes : parmi les femmes actives en général (39% en milieu rural), 33% d'entre elles sont agricultrices, 47% ouvrières agricoles et 5% dans les secteurs non agricoles (élevage, pêche et forêt). En fait 78% des femmes actives dépendent de l'agriculture contre 63% des hommes.

Il est certain que dans cette société patriarcale essentiellement rurale qui s'urbanise rapidement, où l'on donne la priorité aux garçons, les femmes ont subi de plein fouet la baisse des dépenses en matière sociale (éducation, santé). La mondialisation renforce donc la vulnérabilité du genre féminin, d'autant que les femmes ont une triple charge de travail –quotidien des enfants, entretien de la maison et activités de subsistance. C'est un truisme d'affirmer qu'outre leur rôle de reproductrices, les femmes sont responsables de la sécurité alimentaire, suppléant souvent les ressources insuffisantes des époux.

En milieu rural, leur situation est rendue plus pénible par leur isolement et par l'absence du soutien du conjoint obligé de migrer vers les villes. Selon le PNUD, si le travail ménager non rémunéré des femmes était pris en compte dans la formation du revenu national, la valeur de la production globale augmenterait de 20 à 30%” (S.Bessis, p.51).

La mondialisation a ainsi remis en selle un concept déjà ancien de féminisation de la pauvreté. En milieu rural, à l'exception des femmes éduquées, rares sont les femmes, ayant bénéficié des avantages de la mondialisation. Certes de nombreuses études établissent une corrélation forte entre l'émergence d'un salariat féminin et le processus de mondialisation, mais elles attirent aussi l'attention sur le fait que les femmes se retrouvent en masse dans des emplois précaires (contrat temporaire, travail à domicile...) des secteurs formels et informels.

La *flexibilisation* de la production industrielle et du travail qui accompagne le processus de mondialisation n'a pas eu les mêmes conséquences sur les femmes que sur les hommes.. Même si cette flexibilité est à l'origine d'une féminisation des emplois longtemps dominés par les hommes, bon nombre d'études ont démontré

---

<sup>3</sup> NSSO Employment and unemployment data, 2004

que les femmes à l'inverse des hommes ont des salaires inférieurs, subissent les nouvelles formes de travail (temps partiel, temporaire, à domicile, à la pièce..) et ne peuvent pas prétendre à des promotions sur le plan professionnel, d'où une précarisation de l'emploi féminin.

Afin de compléter les revenus familiaux, les femmes qui commencent à travailler de plus en plus jeunes se retrouvent dans des activités informelles sous-payées. En Inde, c'est moins d'une femme sur sept qui travaille dans le secteur organisé. Les femmes constituent en Inde rurale plus de la moitié de la force de travail informel. Dans les campagnes où le travail informel est massivement délocalisé, le travail à la pièce dans les activités non agricoles (tanneries, différents types de travail à la pièce : couture, corderie, tannerie, construction, coursières...) est le moins bien rémunéré. Même si le secteur informel implique une plus grande indépendance tant sur le plan du revenu que des heures de travail pour des femmes en charge de famille, les emplois restent peu qualifiés et précaires, ce qui amplifie les inégalités de genre. Cette mondialisation a favorisé sans aucun doute l'informalisation de la vie économique.

Dans cette société traditionnelle, exercer une activité professionnelle à part entière pour une femme est souvent un déshonneur. Nombre de femmes interrogées pensent que travailler à l'extérieur de chez soi n'est pas respectable du fait qu'elles n'assument plus leurs rôles traditionnels de mère, d'épouse et de belle-fille. Pourtant, la limite entre travail domestique et travail «réel» est parfois difficile à définir surtout en milieu rural : les femmes n'arrivent pas vraiment à faire la différence entre les deux. Si le travail est effectué dans la sphère domestique (travaux à domicile ou *household industry*), elles le différencient rarement de leurs travaux domestiques quotidiens qui s'effectuent en continu. Pourtant, il s'agit bel et bien d'une activité à part entière.

Cependant, ce n'est pas parce que le travail «non domestique» - ou plutôt ne s'effectuant pas dans l'espace domestique- est «mal vu», notamment dans la société rurale, qu'aucune femme ne travaille en dehors de son foyer. En effet, parmi les castes les plus basses, beaucoup de femmes, en raison de leurs situations précaires, sont obligées de travailler à l'extérieur pour pouvoir subvenir aux besoins de leurs familles. Certes, les basses castes ne sont pas les seules à être touchées par ce phénomène (on peut très bien rencontrer des femmes brahmanes exerçant une activité professionnelle, mais à des postes plus prestigieux, enseignement, professions médicales...). Si ces femmes brisent le caractère sédentaire traditionnel de leur quotidien, c'est par obligation, pour pouvoir nourrir leurs familles quand le salaire du mari ne suffit plus ou quand celui-ci est inexistant (maladie, handicap physique ou mental de l'époux, veuvage très important lié à alcoolisme des époux, mais aussi chômage). Certaines migreront en ville pour des emplois essentiellement liés aux services à la personne (*care economy*) ou à la nourriture. Dans le contexte d'une société indienne marquée par la prédominance de ses origines rurales, la force des structures familiales élargies et de ses réseaux de castes, le village natal reste le centre de gravité de l'espace de vie des migrants, notamment des femmes, à l'exception notable des migrations de mariage. Les déplacements circulaires, temporaires voire définitifs des individus s'inscrivent souvent dans des stratégies de survie de la famille élargie. En envoyant les hommes célibataires ou sans leur épouse, la famille élargie n'est pas trop affectée, dès lors que l'épouse assure une cohésion familiale.

### ***L'empowerment : un outil pertinent pour l'analyse des rapports de genre ?***

Le concept "*empowerment*" est né dans les pays du Sud, en particulier en Inde (Dawn<sup>4</sup>). Revendiqué depuis une vingtaine d'années par un nombre croissant d'ONG, il a été largement récupéré par certains acteurs de la mondialisation, notamment la BM et les organismes onusiens. Ces derniers insistent depuis quelques années haut et fort sur la contribution nécessaire des programmes de développement à l'*empowerment* des femmes (UNIFEM, 2000).

La déclaration de Pékin, dans son épigraphe 13, déclare : « *L'empowerment* des femmes et leur pleine participation dans des conditions d'égalité dans toutes les sphères de la société, incluant la participation aux processus de décision et l'accès au pouvoir, sont fondamentaux pour l'obtention de l'égalité, du développement et de la paix »<sup>i5</sup>

L'*empowerment* fait référence à la nature des structures décisionnelles dans des contextes particuliers : qui prend les décisions ? Par quel processus sont-elles prises ? Comment ce processus peut-il être modifié ?

Il est important d'adopter une vision dynamique de l'*empowerment* qui n'est pas un état à atteindre, mais un processus complexe et non-linéaire, pouvant prendre des formes très variées, au cours duquel les femmes acquièrent ou étendent leur droit de parole, leur reconnaissance sociale et leur pouvoir d'action.

Il est également crucial de souligner la spécificité contextuelle de l'*empowerment* qui est fonction, d'une part de la conjoncture socioculturelle et politique et, d'autre part de la volonté des femmes elles-mêmes : il est impossible de renforcer leur pouvoir d'action si elles ne le souhaitent pas. Ce constat pose le problème de leurs aspirations et de leur capacité d'expression, notamment si elles sont fortement et depuis longtemps soumises.

Le concept d'*empowerment* ne prétend pas pour autant que les femmes forment un groupe homogène face aux rapports de genre. Les différences restent énormes, que ce soit entre les femmes de différentes classes et/ou castes à l'intérieur d'une seule société, ou entre les femmes de différentes cultures en termes d'accès à l'éducation, à la propriété, au travail... Il s'agit plutôt d'analyser dans chaque contexte géographique, socio-culturel et politique ce que *empowerment* peut signifier pour un groupe donné.

Il est important d'adopter une vision dynamique de l'*empowerment* qui n'est pas un état à atteindre, mais un processus complexe et non-linéaire, pouvant prendre des formes très variées, au cours duquel les femmes acquièrent ou étendent leur droit de parole, leur reconnaissance sociale et leur pouvoir d'action. « *Un espace restreint implique un manque de pouvoir agir et affecte le pouvoir sur, le pouvoir de, pouvoir avec, pouvoir intérieur* »<sup>6</sup>. RANADIVE montre ainsi, que l'espace restreint des femmes est une des causes du manque de pouvoir des femmes. On voit ici,

---

<sup>4</sup> Dawn : le réseau « alternatives pour le développement avec les femmes à l'aube d'une ère nouvelle » a été créé par un groupe de sociologues et économistes à Bangalore (Inde).

<sup>5</sup> Cité par Jules Falquet, [http://www.penelopes.org/xarticle.php3?id\\_article=3358](http://www.penelopes.org/xarticle.php3?id_article=3358) le 25 septembre 2004

<sup>6</sup> RANADIVE, 2002

l'importance de l'espace de vie des femmes, comme indicateur de pouvoir sur soi donc d'autonomie ou d'isolement des femmes.

Il est également crucial de souligner la spécificité contextuelle de la réduction des inégalités qui est fonction, d'une part de la conjoncture socioculturel et politique et, d'autre part de la volonté des femmes elles-mêmes : il est impossible de renforcer leur pouvoir d'action si elles ne le souhaitent pas. Ce constat pose le problème de leurs aspirations et de leur capacité d'expression, notamment si elles sont fortement soumises. La prise en compte des rapports de genre implique alors la création d'espaces d'échange et de concertation entre femmes pour permettre une réflexion collective et favoriser l'émergence d'un esprit de revendication. C'est une première étape vers une remise en question de leur situation mais il importe que ce soit elles qui fassent ce pas<sup>ii</sup>.

Dans un second temps, il nous a paru intéressant de mettre à l'épreuve ces outils conceptuels à travers deux terrains en Inde du Sud

### **Méthodologie**

Un premier terrain a été réalisé dans le cadre d'un programme collectif<sup>7</sup> (ifpindia.org), à partir d'un exemple d'industrialisation décentralisée située dans la moyenne vallée de la Palar (district de Vellore dans le Tamil Nadu) et sur un axe routier reliant deux grandes métropoles économiques, Chennai (Madras) et Bangalore (fig.1).

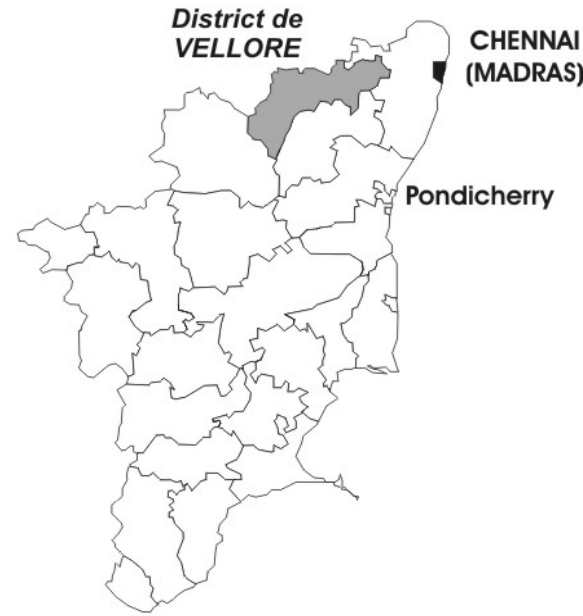
---

<sup>7</sup> Ce programme pluridisciplinaire réunissant trois chercheurs (L.Kennedy, X.Amelot et K.Marius-Gnanou) et plusieurs étudiants (de Montpellier 3 et Bordeaux 3), a bénéficié d'une ATIP du CNRS (aide à projets nouveaux), et d'un soutien technique et financier de l'Institut Français de Pondichéry.

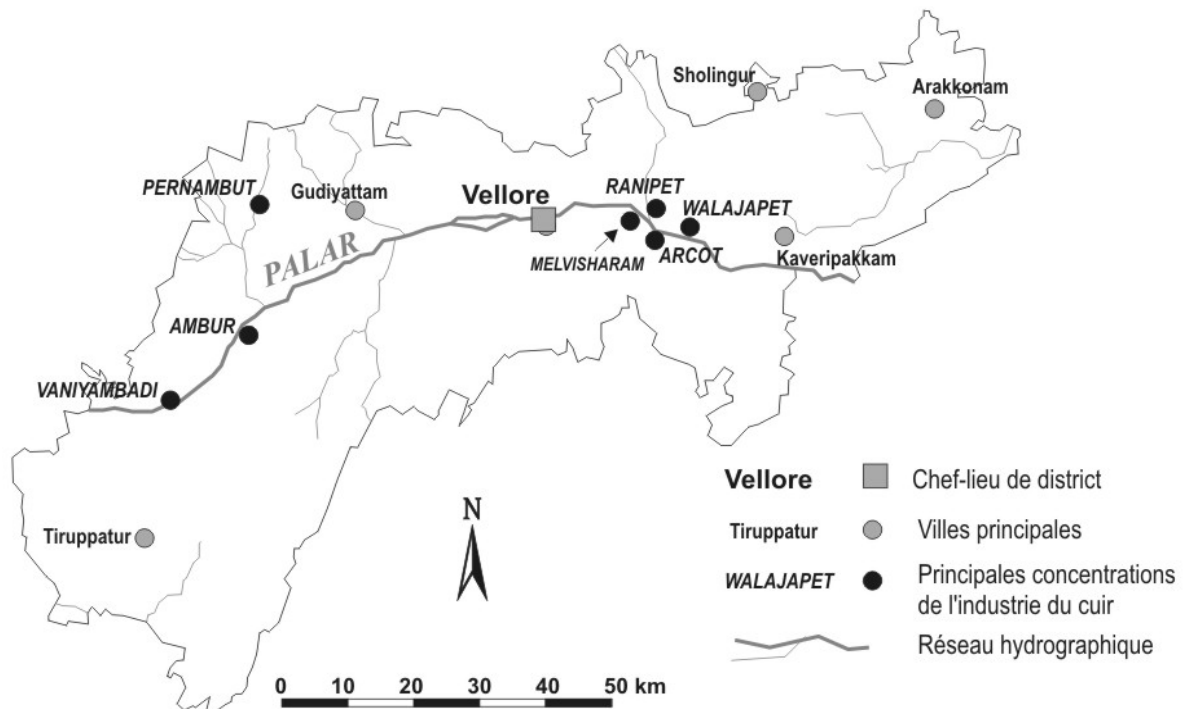
## L'Etat du TAMIL NADU en Inde



## Le district de VELLORE dans le Tamil Nadu



## Le district de VELLORE, Industrie du cuir dans la vallée de la PALAR



Cette vallée reste l'un de plus importants centres indiens de production de cuir fini et de chaussures destinées aux marchés européen, australien et nord-américain. À partir des années 1980, l'industrie locale franchit la dernière étape d'une intégration verticale avec l'ouverture des premières usines manufacturières. Dans cette vallée de la Palar, environ 800 tanneries et plusieurs usines de chaussures sont situées dans et autour de cinq petites villes dont les populations avoisinent les 100 000 habitants<sup>8</sup>, cette spécialisation et cette concentration d'entreprises liées au cuir créent un véritable district industriel.

L'essor de ces usines de a facilité l'émergence du salariat industriel féminin non seulement dans ces petites villes, mais aussi dans les villages environnants traditionnellement cantonnés à des activités agricoles et artisanales. Dans le contexte de mondialisation et de compétitivité internationale, les employeurs sont prêts à s'installer leurs usines en zone rurale ou semi-urbaine afin d'optimiser les coûts de production grâce à des salaires bas et de bénéficier des économies d'échelle. Aujourd'hui, les femmes représentent la grande majorité des ouvrières du cuir, tandis que les rares hommes présents occupent plutôt les postes d'encadrement de la production. On estime que les usines de chaussures de la vallée de la Palar emploient près de 15000 femmes ; En revanche, les hommes sont au chômage et sont obligés de migrer en ville, notamment dans le secteur de la construction.

Sur le plan méthodologique, la méthode qualitative des entretiens semi-directifs et des récits de vie a été privilégiée : ils ont été organisés de façon à aller progressivement des questions générales (identité, composition de la famille, caractéristiques du travail, situation économique, mobilité) vers des questions plus intimes, sur leur façon de vivre (emploi du temps, activités en dehors du travail), leur statut au sein de la famille (rapports avec les autres membres de la famille notamment le père ou les beaux-parents, gestion de leurs revenus, place dans la famille au niveau des décisions), leurs convictions (appartenance à une association et/ou à un syndicat, position par rapport au vote, éducation des enfants...). Des questions plus délicates comme les problèmes de mauvais traitements (coups reçus du mari ou de la belle-famille), d'alcoolisme de leurs maris, les problèmes d'argent qui touchent particulièrement les femmes (dots, etc...), enfin des questions plus abstraites sur leur sort, leur avenir, celui de la femme en général (passant souvent par celui de leur fille) et les solutions qu'elles envisagent ont été introduites en dernière partie de l'entretien.

-Le deuxième terrain a été réalisé dans le cadre d'un programme de recherches sur la microfinance (ifindia.org) toujours dans le pays tamoul. Il s'agit de déterminer dans quelle mesure les activités réalisées grâce à la microfinance agissent sur l'empowerment des femmes qui participent aux Self help groups (groupes solidaires de microfinance).

Afin d'analyser l'empowerment dans le contexte de la microfinance, nous nous sommes fondés sur les indicateurs (critères d'évaluation) utilisés dans les programmes de microfinance à savoir :

---

<sup>8</sup> Dans ces usines, sont fabriquées les chaussures des marques *Salamander*, *Gabor*...



- la réussite économique correspond à l'*empowerment* économique : augmenter leur revenu (éventuellement par la micro-entreprise) et accroître leur contrôle sur le revenu et les ressources impliquées.
- la participation aux prises de décision au sein du ménage, la mobilité physique, la maîtrise de son corps, ainsi que la confiance en soi et l'estime de soi sont des indicateurs de l'*empowerment* par l'amélioration du bien-être ;
- l'évolution du statut au sein de la communauté et de la société plus large s'inscrivant dans l'*empowerment* politique. Cela implique la capacité de changer et de remettre en cause la soumission des femmes et, par la suite, va au-delà de l'essor économique et de l'amélioration du bien-être. Il s'agit ici de répondre à des intérêts stratégiques de genre dans tous les aspects de la vie familiale et extra-familiale.

Canaliser le microcrédit par des groupes dits solidaires (Self help groups) est devenu un des traits caractéristiques de la majorité des programmes de microcrédit dans les pays du Sud. L'objectif est de réduire les coûts de transaction financière et d'assurer les remboursements de prêts grâce à la pression sociale. Cette approche collective a été privilégiée dans la mesure où les montants des prêts sont très faibles et les garanties matérielles quasi inexistantes. Ainsi chaque emprunteuse peut prétendre à un crédit que si elle appartient à un groupe solidaire de taille variable (5 à 50 personnes) selon les programmes et/ou les pays. En effet, des femmes, sous l'impulsion d'une ONG forment un groupe pour être habilitées à obtenir un crédit. Le fonds de crédit est déboursé aux membres selon des critères décidés par le groupe et le groupe se porte caution pour les dettes de chaque membre. Les fonds peuvent être prêtés aux membres de manière individuelle. La caution solidaire génère des incitations au remboursement et contraint le groupe à se charger de la sélection, de la surveillance et du respect des obligations - tâches, qui habituellement incombaient au prêteur. Les institutions prêteuses font des économies d'échelle, car d'une part, elles ne sont pas responsables de la formation des groupes et d'autre part, les membres leur fournissent les informations sur les emprunteurs potentiels. Les *groupes solidaires* jouent un rôle essentiel pour l'accès des personnes démunies au microcrédit parce qu'ils permettent de remplacer des garanties matérielles par la caution du groupe pour les crédits individuels. La pression sociale joue donc le rôle d'une menace c'est-à-dire incite l'emprunteur à ne pas adopter un comportement opportuniste.

Le succès de la mise en place des Self help groups en Inde par exemple est tel qu'en mars 2005, on recensait plus d'un million et demi de *SHG (self help group)*<sup>9</sup> à 90% féminins (dix à vingt femmes par groupe), soit près de vingt millions de familles, soit encore 121 millions de personnes<sup>10</sup>. Cependant ce développement important des *SHG* concerne surtout les États du Sud, de l'Andhra Pradesh et du Tamil Nadu qui comptabilisent à eux seuls 66% des *SHG* indiens ayant reçu un prêt bancaire<sup>11</sup>. Ainsi les *SHG* sont devenus des partenaires intéressants pour les banques

---

<sup>9</sup> Les *SHG* forment le pivot des programmes de microfinance dans le monde indien. La simplicité du processus d'adhésion et le rôle fondamental de l'Etat indien comme financier et interlocuteur majeur de ces programmes, explique le développement rapide de ces *SHG* en Inde.

<sup>10</sup> Cf. <http://www.nabard.org/roles/mcid/introduction.htm>, lu le 26 septembre 2004

<sup>11</sup> Ajay Tankha, *Self Help groups as Financial Intermediaries in India: Cost of Promotion, Sustainability and Impact*, Pays-Bas, 2002, p. 6; voir [http://www.microfinancegateway.org/files/3736\\_SHGREPORT.pdf](http://www.microfinancegateway.org/files/3736_SHGREPORT.pdf), lu le 26 septembre 2004

nationales et privées comme nous l'ont confirmé des responsables de la State Bank of India et de l'Indian Overseas Bank<sup>12</sup> qui hésitent de moins en moins à ouvrir des comptes à ces groupes solidaires, d'autant que leur taux de remboursement avoisine 95%<sup>13</sup>. En mars 2005, on recensait plus de 40000 agences bancaires faisant du microcrédit ; le prêt moyen par groupe est estimé à 25000 Rs<sup>14</sup> et à environ 2000 Rs par membre (Nabard, 2005). Même les hommes, longtemps considérés comme des mauvais payeurs rejoignent de plus en plus les SHG en Inde, attirés par les opportunités d'accès au microcrédit. Pour la majorité des groupes, les ONG jouent un rôle de facilitateur, on en recensait près de 4500 en 2005. Cependant, on a pu observer récemment que les banques essaient de négocier directement avec les groupes ou des fédérations de groupes afin d'éviter au maximum voire éliminer les intermédiaires, notamment les ONG dans l'objectif selon eux, d'un empowerment optimum des membres.

### **Emergence du travail salarié et nouvel espace de vie dans des petites villes industrielles**

Nos enquêtes dans ces usines du district industriel démontrent qu'une majorité des femmes a moins de 45 ans (plus de célibataires –dont beaucoup de veuves- que de femmes mariées) et appartient à la caste des intouchables et des basses castes et vit dans des « colonies »<sup>15</sup>.

A l'inverse de la main d'œuvre moyennement qualifiée (parfois même qualifiée, couturière, contremaître) que constituent les jeunes femmes mobiles, les mères de famille quant à elles occupent le plus souvent des postes non qualifiés dans des usines de transformation du cuir mais aussi dans des tanneries. Ceci, que ce soit dans le secteur formel (47% d'entre elles exercent dans ce secteur formel) ou dans le secteur informel (53%). Elles sont généralement «helpers» («aides»), colleuses de semelles dans les usines de chaussures, arracheuses de poils dans les tanneries ou encore sont assignées à vérifier les défauts etc. Ces femmes travaillent pour nourrir leurs familles quand le salaire du mari ne suffit pas ou quand il est inexistant comme pour ces femmes veuves ou séparées. Dans les familles étendues, il est souvent nécessaire pour une des femmes de travailler alors que d'autres accompliront les tâches domestiques et s'occuperont des enfants. C'est toujours le même problème de manque d'argent et parfois de grande pauvreté qui pousse ces femmes à aller chercher du travail même loin de la cellule villageoise<sup>16</sup>.

Cependant, si les mères de famille qui travaillent le font souvent dans une stratégie de survie, certaines y ajoutent une volonté d'améliorer le sort de leurs enfants et de leurs filles notamment. C'est surtout le cas dans la communauté chrétienne – le rôle

---

<sup>12</sup> Interview du responsable de la Indian Bank dans le district de Vellore (juillet 2001) et de celui de la State Bank of India à Pondichéry (juillet 2003).

<sup>13</sup> Cf. note 13.

<sup>14</sup> 1 euro = 67 Rs en 2009

<sup>15</sup> quartier réservé aux intouchables

<sup>16</sup> C'est le cas par exemple de Fatima, 30 ans, intouchable, mère de 3 petites filles scolarisées. Son mari, coolie, travaille rarement et dépense le peu d'argent qu'il gagne en boisson. N'ayant pas le niveau scolaire requis (niveau 4<sup>ème</sup> ou 8<sup>ème</sup> standard) et sans qualification professionnelle, elle a trouvé du travail («helper») temporairement dans une usine de chaussures (à Vallaiyampattu à 3 kilomètres) grâce à une association de femmes qui a fait pression auprès de l'usine. Sa famille et elle vivent dans une petite maison qu'ils louent sans aucun confort : ni meubles, ni commodités sanitaires, ni électricité. Elle assure le seul revenu fixe du foyer pour l'instant.

de l'Eglise n'est pas anodin- que l'on constate que certaines mères de famille, travaillent pour payer des études à leurs enfants<sup>17</sup>.

Au-delà de la nécessité de travailler pour «nourrir la famille » - comme le disent les jeunes femmes célibataires -, le besoin de se constituer une dot est vital afin de pouvoir faire «un bon mariage ». Ce sont ces deux principales raisons économiques qui poussent les jeunes filles à se déplacer pour travailler.

Certaines femmes nous ont même dit qu'elles préféreraient faire plus de kilomètres chaque jour pour gagner un peu plus d'argent. En effet, bon nombre de femmes n'hésitent pas alors à aller jusqu'à Ambur – gros pôle industriel de la vallée de la Palar-, situé à 30km pour trouver un emploi plus rémunérateur<sup>18</sup>.

Il est néanmoins rare de voir des femmes faire le trajet vers leur lieu de travail seules. Elles se déplacent le plus souvent en groupe (voisines devenues collègues de travail). Il ne faut pas oublier que dans bien des cas, c'est la première fois que ces femmes sortent de leur espace domestique quotidien sans leurs familles et surtout sans leurs maris, leurs pères ou leurs frères.

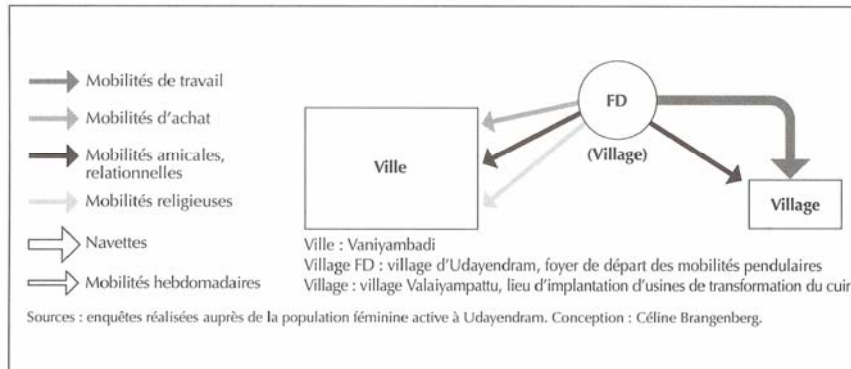
Les mobilités pendulaires récentes ne concernent pas seulement le travail même si ce sont celles-ci les plus importantes. Pour toutes ces navetteuses, les possibilités offertes par le marché du travail industriel sont le moteur direct d'une mobilité circulaire qui favorise l'ouverture des communautés villageoises sur le monde urbain. Il semblerait que ces navettes soient à l'origine d'autres mobilités pendulaires (voir figure 2). En effet, nous avons constaté que les femmes qui effectuaient des mobilités quotidiennes de travail se déplaçaient davantage pour aller faire leurs achats, aller au temple, voir des amis, que des femmes effectuant un travail sédentaire. Toutefois, il y a un écart notable entre l'attitude des jeunes femmes célibataires et les mères de famille. Ces mobilités pendulaires citées ci-dessus sont effectuées non pas quotidiennement comme le sont les navettes domicile/ travail, mais de manière hebdomadaire. Les mobilités hebdomadaires les plus importantes concernent visites à des amis ou à de la famille résidant à quelques kilomètres et la pratique religieuse (cultes rendus aux temples voisins). Chez les jeunes femmes, les visites aux amis représentent les mobilités hebdomadaires les plus pratiquées. D'une certaine manière, les mobilités pendulaires de travail ont impulsé d'autres types de mobilités. Par ailleurs, une majorité de femmes interrogées disaient effectuer des mobilités que l'on pourrait qualifier de ponctuelles et irrégulières. En effet, les principales mobilités temporaires connues concernent les visites à la famille éloignée et aux «relations» de la famille lors de mariage, de deuil, de la naissance du premier enfant (la future maman retourne auprès de sa mère pour l'accouchement et y reste les premiers

---

<sup>17</sup> Joséphine-Marie, cette mère de cinq enfants de 12 à 20 ans, tous scolarisés, vérifie les défauts des gants de cuir à l'usine de Vallaiyampattu. Son mari, très malade, ne peut pas travailler, elle est donc la seule à assurer les revenus du ménage. Ces derniers étant très bas pour une famille de sept personnes, elle a pris des cours pour devenir couturière et espère ainsi pouvoir continuer à payer des études à ses enfants (lors de notre passage, les deux aînés étaient sur le point d'entamer des études supérieures).

<sup>18</sup> C'est le cas de Joséphine, veuve de 40 ans, chassée par ses beaux-parents, qui n'a pas hésité, comme d'autres femmes de son quartier chrétien, à faire 30 kilomètres en bus tous les matins pour aller travailler à la Florine Company (usine qui employait près de 600 femmes en 2001) : cela représente une bonne heure de trajet aller-retour et leur coûte environ 9 roupies par jour.

mois suivant l'accouchement) ou de simples visites de courtoisie et dans une moindre mesure les pèlerinages .



Doc. 4. Les mobilités pendulaires des femmes d'Udayendram.

Ces navettes permettent donc de préserver une vie familiale et privée, d'autant qu'une partie de ce salariat industriel se compose de femmes musulmanes<sup>19</sup> qui n'ont pas l'habitude de sortir seules de leur quartier, d'où la priorité donnée par les femmes musulmanes aux facilités de transport. En effet, l'extrême pauvreté parmi certains membres de la communauté musulmane a contraint certaines familles à envoyer leurs filles en usines de chaussures, alors que ces femmes sont en principe soumises au *purdah* (claustration). Ainsi, afin d'éviter le regard des hommes, les femmes de cette région portent le *burquah* (cape noire recouvrant le corps de la tête au pied) dès qu'elles sortent de leur quartier pour aller à l'usine. Afin de respecter d'une certaine manière le *purdah*, des bus de ramassage réservés exclusivement aux femmes sont prévus. Ce *burquah*, selon elles, leur permettent de pénétrer l'espace public masculin qui leur est en principe inaccessible. Ces femmes qui circulent dans ces espaces publics ne se sentiraient pas à l'aise si elle ne portaient pas le *burquah*. Ce *burquah* contribue à donner à ces femmes le sentiment d'être respectable et décent. Paradoxalement, le port du *burquah* peut créer une plus grande mobilité pour ces femmes. Certaines hindoues me disent que les musulmanes peuvent pénétrer plus facilement les espaces publics (marchés, banques..) ou rencontrer des amis grâce au *burquah*. A l'usine, en revanche, elles se dévoilent car elles se sentent en sécurité, d'autant que les chaînes de travail sont généralement féminines. Par ailleurs, bon nombre de patrons sont des musulmans qui ont le devoir de maintenir une division sexuelle du travail « politiquement correcte ». Cela n'a pas pour autant empêché les aventures amoureuses inter-castes ou inter-communautaires qui provoquent beaucoup d'émoi quelle que soit la communauté.

Le milieu de l'usine combiné à l'environnement urbain a aussi favorisé d'une certaine manière les contacts inter-communautaires et inter-castes et a affaibli d'une certaine manière les règles plus rigides de la société traditionnelle d'où sont issues une bonne partie des salariées ; ces recompositions sociales à travers la mise en

<sup>19</sup> Les femmes musulmanes ont la possibilité de travailler dans ces usines, car la majorité des chefs d'entreprise appartient à la communauté musulmane.

place d'espace de solidarités sous l'impact du travail industriel mérite qu'on s'y attarde. Cependant, même si l'usine permet des contacts entre collègues de castes et de religions différentes, les relations amicales dépassent rarement le cadre de l'usine ou du trajet ou des pauses d'autant que les familles craignent la mixité qui favorise des rencontres amoureuses absolument bannies dans ce contexte traditionnel. Cependant, même si les familles redoutent tant cette mixité, la garantie d'un salaire régulier l'emporte sur les tabous<sup>20</sup>.

Cependant, le travail à l'extérieur de l'espace domestique procure à ces femmes un sentiment de liberté mêlé d'appréhension. Il s'agit pour elles de sortir des sentiers balisés pour découvrir un nouvel environnement spatial et social. Cette ouverture sur un autre monde que le monde clos familial ou villageois favorise une ouverture d'esprit par la découverte d'autres lieux, la rencontre et les liens créés avec d'autres femmes que celles de leurs cercles familiaux et villageois. Ces nouvelles mobilités féminines favorisent un nouvel espace de vie pour ces femmes. Elles passent d'un espace de vie restreint au cadre domestique et familial à un cadre beaucoup plus élargi aux autres villes et villages. Les limites de l'espace de vie des femmes sont repoussées et une nouvelle organisation de l'espace se met en place. L'espace de vie ne se résume donc plus au quartier – espace domestique où elles ont leurs principales relations sociales de voisinage, où elles font leurs achats, etc.-voire à la ville, mais dépasse les limites communales (et par-là, modifie l'espace vécu des femmes).

La mobilité pendulaire de travail leur permet de se détacher et de prendre un minimum de recul par rapport au foyer familial. Le fait de confronter leurs expériences permet aux femmes une prise de conscience de la place qui leur est attribuée dans la société. Elles prennent alors conscience de leurs droits : respect de la part de leurs maris, de leur belle-famille, droit de penser et de s'exprimer, de faire partie à part entière de la famille, droit de propriété, d'être éduqué, etc., en somme, d'être considéré à l'égal de l'homme. Il semblerait que ces femmes prennent davantage conscience de ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas.

A travers cette étude, on voit bien comment un processus cumulatif de mobilité et d'élargissement de l'espace de vie se met en place. Les navettes de travail commencent par élargir l'espace de vie des femmes en ouvrant l'espace domestique à l'espace de l'usine et de la ville et par conséquent à un nouveau réseau de relations et à de nouveaux groupes de solidarité qui inclut d'autres castes et d'autres communautés religieuses. Les navettes de travail semblent ensuite également favoriser d'autres types de déplacements « autonomes », notamment hebdomadaires (visites à des amies du nouveau réseau de relations, au temple, pour emplettes). Certes dans le cas étudié, la circulation pendulaire favorise l'élargissement de l'espace de vie car ces emplois industriels ne sont accessibles que parce que les navettes quotidiennes sont possibles, du fait des distances courtes et d'un bon réseau de transport et de communication. En effet, l'avantage, du point de vue d'une société patriarcale, est de pouvoir maintenir les femmes dans leur foyer d'origine. A contrario, on imagine que des emplois qui nécessiteraient une migration dans les métropoles (donc un changement de résidence, un départ du foyer) exclurait une bonne partie des femmes des villages.

---

<sup>20</sup> Voir à ce propos l'article de F.Venou, Le mariage à l'épreuve du travail en usines : ouvrières de l'industrie de la chaussure en Inde du Sud, *Journal des anthropologues*, n°77-7 8, 1999, pp.123-139

L'usine -sorte de ghettos dans lesquels les femmes ont développé des rapports sociaux spécifiques- aurait pu être l'occasion pour les femmes d'exprimer leur volonté de créer des lieux de parole, d'action collective et de bâtir ainsi des espaces d'autonomie et de négociation en revendiquant plus d' « *empowerment* » au moins sur le plan politique et en recherchant une identité collective au féminin. D'après nos observations de terrain, il semble que l'usine ne soit pas le lieu idéal pour créer des espaces d'autonomie et de négociation et de pouvoir vis à vis à des employeurs tous masculins. En raison d'une absence de syndicat favorisée par le patronat et d'une surcharge de travail -heures supplémentaires obligatoires pour toutes les salariées-, les femmes n'ont ni la volonté de créer des lieux de parole, ni celle de revendiquer de meilleures conditions de travail et de salaire, d'où une mobilité sociale assez limitée. La mobilité est plutôt de type intergénérationnelle : bon nombre des jeunes femmes ont leurs mères qui continuent à travailler en tant qu'ouvrière agricole, alors que ces jeunes femmes ne pourraient jamais mettre les pieds dans un champ, nous ont-elles dit.

### **La microfinance : vecteur d'empowerment ou cheval de Troie de la mondialisation ?**

Des rencontres hebdomadaires dans le cadre des programmes de microcrédit favorisent inévitablement la mobilité et la solidarité grâce à des liens entre co-membres qui se sentent en confiance pour discuter de leurs problèmes familiaux. Les *SHG* sont une occasion pour ces femmes de créer des lieux de parole, d'action collective et de bâtir ainsi des espaces de sociabilité, d'autonomie et de négociation et d'accès au pouvoir. La prise de parole en public, selon bon nombre de femmes interrogées, leur permet d'acquérir une plus grande confiance et une meilleure estime d'elles-mêmes. Au-delà du microcrédit, ce sont ces groupes solidaires qui peuvent impulser des changements positifs dans la perception du rôle des femmes tant au niveau individuel qu'au sein du foyer et de la communauté.

Les enquêtes menées en Inde du Sud montrent que les activités liées au microcrédit ont permis à de nombreuses femmes de sortir de leur espace privé et d'être plus mobiles tant pour aller travailler que pour rendre visite à leur famille, d'être moins dépendantes de la belle-famille en participant aux prises de décisions concernant l'utilisation du prêt et des revenus et de gagner ainsi un respect voire une reconnaissance sociale de la part de la communauté.

Ces groupes solidaires peuvent dans certains cas donner une base à une éventuelle organisation de la lutte contre d'autres problèmes de société tels que la violence domestique, l'alcoolisme des conjoints, le système de dot, comme nous avons pu l'observer lors de nos enquêtes auprès des *SHG* en Inde du Sud.

Dans le Tamil Nadu, les *SHG* ont été un moyen d'augmenter considérablement la présence des femmes élues lors des dernières élections des *panchayats*<sup>21</sup>. En dépit du tiers des sièges réservés aux femmes dans les collectivités locales (*panchayats* et *zilla parishad*), l'*empowerment* politique des femmes a été longtemps peu significatif, car seuls les conjoints prenaient réellement toutes les décisions politiques. A titre d'exemple, lors de nos déplacements réguliers dans la périphérie rurale de Chennai et dans le district de Vellore, il est apparu que

---

<sup>21</sup> littéralement, cela veut dire conseil de sages. En fait, cela correspond aux communes.

les femmes élues des *panchayat* n'étaient souvent que des prête-noms signant les papiers que leur remettait leur époux. Les candidates qui viennent des *SHG* sont moins susceptibles de jouer un tel rôle de figuration, l'expérience acquise dans les *SHG* les munissant d'une meilleure estime de soi et de capacités de leadership.

Il est aujourd'hui largement admis que les programmes de microcrédit s'adressent presque exclusivement aux femmes afin de surmonter l'irresponsabilité des hommes concernant l'épargne et le remboursement des crédits. Mais ce n'est pas pour autant que la condition de la femme s'améliore, loin de là. Le risque est réel que ces programmes déresponsabilisent davantage les hommes et augmentent la pression sur les femmes. Les femmes assument déjà une charge de travail importante (avec des journées de travail plus longues que celles des hommes) et l'activité créée ou renforcée grâce au microcrédit ajoute du temps de travail supplémentaire. Afin de s'occuper des repas quotidiens et des enfants, nombre de femmes débutent leur journée de travail dès quatre heures du matin. En dépit des nouvelles responsabilités de leur femme, nos enquêtes<sup>22</sup> montrent que rares sont les époux accomplissant des tâches domestiques, même si l'activité de leur épouse est, grâce au microcrédit, la seule source de revenu du ménage. La répartition des tâches au sein de la famille conjugale semble être immuable, non négociable.

Par ailleurs, pour pallier peut-être le manque de débouchés, sur le plan commercial notamment, l'État attribue de plus en plus de responsabilités aux *SHG* en matière de développement local, faisant ainsi penser à une véritable instrumentalisation du concept de *SHG* par les pouvoirs publics. Les *SHG* s'impliquent de plus en plus dans des actions sociales collectives et prennent en charge les repas des enfants en cantine, les infrastructures sanitaires, les crèches, les magasins d'alimentation subventionnés, la gestion de l'eau et des ordures ménagères, la lutte contre l'infanticide, etc. C'est ainsi qu'au nom de l'*empowerment*, les femmes endossent à titre bénévole de plus en plus de responsabilités dans l'accès aux services publics élémentaires. Ces nouvelles tâches remplissent encore plus leurs journées de travail déjà fortement chargées.

Les indicateurs économiques traditionnellement utilisés dans l'évaluation de la microfinance, tels que le taux de remboursement ou le niveau de revenus ne constituent pas des indicateurs fiables d'*empowerment*. A titre d'exemple, le taux de remboursement de plus de 95% chez les femmes ne révèle en aucun cas la difficulté qu'elles éprouvent à rembourser, les groupes les plus fragiles étant délaissés très rapidement au profit des groupes les plus rentables. Pour les *SHG* dont les membres ne peuvent rembourser leur prêt en raison de la saisonnalité de leur travail, de leur migration et de leur endettement consécutif, la crise est inévitable<sup>23</sup>. De plus, pour les groupes les plus vulnérables, le fonds de crédit commun est souvent utilisé sous forme de prêts internes de petit montant servant à la survie quotidienne et non à des activités génératrices de revenu...

On constate que les effets du microcrédit sont multiples. Certains peuvent renforcer des évolutions allant dans le sens de la mondialisation néolibérale avec ses effets néfastes, comme c'est le cas de l'incitation à l'endettement de personnes relativement vulnérables économiquement, notamment dans un contexte d'inégalités structurelles limitant très fortement toute mobilité sociale.

---

<sup>22</sup> Enquêtes menées dans le cadre de missions dans le Tamil Nadu de 1999 à 2004.

<sup>23</sup> Enquêtes menées en février 2004 auprès des *SHG* dans les districts de Villupuram et Cuddalore (Tamil Nadu) dans le cadre d'une mission effectuée pour le BIT sur la servitude pour dette.

D'autres effets semblent au contraire aller à l'encontre de cette tendance vers la prédominance de l'économie : le microcrédit s'appuie très fréquemment sur des groupes solidaires et ceux-ci peuvent avoir un impact d'*empowerment* sur des femmes défavorisées. Nombreux sont les programmes de microcrédit et les ONG impliquées qui œuvrent activement et avec un certain succès pour la structuration et une certaine émancipation de leurs bénéficiaires. Au niveau de l'individu, c'est une plus grande confiance en soi et une capacité à prendre la parole et à défendre des points de vue dans leurs familles et en public qui sont visées. Au niveau de la société, les effets peuvent aller jusqu'à un plus grand exercice des droits civiques et politiques.

Dans ce sens, le microcrédit, comme condition nécessaire mais pas suffisante de l'*empowerment* des femmes peut aussi favoriser l'émergence d'une toute autre mondialisation, celle des résistances issues de certains groupes de la société civile qui s'organisent localement, au sein d'un pays, voire au niveau international pour défendre leurs intérêts face aux effets néfastes de la mondialisation d'un libéralisme économique.

On ne peut s'empêcher de poser la question : et si le financement de programmes de microcrédit au profit essentiellement de groupes pauvres et plus particulièrement de femmes est organisé afin de ne pas devoir remettre en cause le désengagement de l'Etat en matière des services publics ?

### Conclusion

Croire que tout actif potentiel, notamment les femmes les plus pauvres et les plus vulnérables peuvent avoir un emploi en usine, être entrepreneures ou créer leur emploi, favorise le processus de mondialisation néo-libérale ; cela crée un filet de sécurité évitant ainsi des situations sociales explosives, sans pour autant représenter une échelle pour sortir durablement de la pauvreté. La microfinance participe ainsi au processus de mondialisation en devenant une forme de subsidiarité de l'action publique, mais une subsidiarité inefficace et insuffisante face aux besoins pratiques et stratégiques toujours grandissants.

Si la mondialisation a d'une certaine manière mis au travail des millions de femmes pauvres de manière formelle et informelle et reconfigurer de manière importante la division genrée du travail (allant du care au call centers en passant par les activités liés à la microfinance), elle a sans aucun doute exacerbé les inégalités hommes-femmes, notamment en alourdissant la charge de travail quotidienne des femmes. En effet, dans notre cas, la répartition des tâches au sein de la famille conjugale semble être immuable, non négociable.

Au-delà de la transformation des modalités de la mobilité, le travail formel ou informel a favorisé dans une certaine mesure une reconstruction des rapports de genre, d'autant que bon nombre d'hommes se retrouvent sans emploi dans cette vallée et d'une certaine manière dépendants de leurs épouses. L'émergence d'une prise de conscience de la possibilité d'un statut plus égalitaire semble par conséquent de plus en plus réelle.





### **Bibliographie (non exhaustive)**

BISILLIAT J., VERSCUUR, C. (2000), *Le genre : un outil nécessaire, introduction à une problématique*, Cahiers genre et développement, n°1, L'Harmattan

BISILLIAT J., VERSCHUUR, C. (2001), *Genre et économie : un premier éclairage*, Cahiers genre et développement, n°2, L'Harmattan

CARR M., CHEN M., JHABVALA R. (ed.), (1998), *Speaking out. Women's economic empowerment in South Asia*, New Delhi, Vistaar Publications

ELSON D., (1999), « Labour markets as gendered institutions : Equality, efficiency and empowerment issues », *World development*, vol.27, n°3, pp.611-627

ELSON D., PEARSON R., (1997), *the subordination of women and the internationalization of factory production*, in the women, gender and development reader, ed. by N. Visvanathan et al., London, Zed Books., pp.191-229

FIDA (1992), cité dans : BISILLIAT, Jeanne, VERSCHUUR, Christine, (dir.), *Genre et Economie : un premier éclairage*, Cahiers Genre et Développement, n°2, AFED-efi, pp. 343-345.

GOETZ A.M. (2001), *Women Development Workers*, Sage, New Delhi, London

GOETZ A.M., SEN GUPTA R. (1996), "Who takes the credit? Gender, power and control, over loan use in rural credit programs in Bangladesh", *World development*, vol.24, n°1 pp.45-63

GUERIN I., MARIUS-GNANOU K., Pairault T., Servet J.M.S, (2005), *la microfinance en Asie, entre tradition et modernité*, IRD /IFP/Karthala

GULATI L., (1993), *In the absence of their men, the impact of male migration on women*, New-Delhi, Sage, 175p.

JHABVALA R. et SINHA S. , 2002, *Liberalisation and the women worker*, *Economical and Political Weekly*, 25 may

KABEER N., (1999), "Resources, agency, achievements : reflections on measurement of women's empowerment", *Development and Change*, Vol. 30, pp.435-464

KABEER N, (2001), *Bangladesh women workers and labour market decisions, the power to choose*, Vistaar Publications, New-Delhi.

KALPAGAM U. (1994), *Labour and gender, survival in Urban India*, Sage, 295p.

KAPADIA, K., (1996) *Siva and her sisters, gender, caste and class in rural South India*, Sage, New-Delhi, 270p.

K.Marius-Gnanou, *Rural credit programs and gender issues : examples from India. in Microfinance : from daily survival to social change* (ed. I.Guérin, J.M.Servet), *Pondy papers of social sciences*, 2004, n° 30.

E. Hofmann, K.Marius-Gnanou « De l'utilité d'intégrer l'outil genre dans les interventions de développement » in *Empreintes et inventivités des femmes dans le développement rural* (dir H.Guétat et A.M. Grenier), IRD/PUM Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 2006

K.Marius-Gnanou ; C.Brangenberg, Travail industriel féminin, mobilités socio-spatiales et rapports de genre, un exemple dans la vallée de la Palar (Inde du Sud), in *Liens et lieux de la mobilité, des disqualifications sociales aux renégociations identitaires et territoriales*, (dir.G.Capron, G.Cortès, H.Guetat) Ed.Belin, coll.Mappemonde, 2005

K.Marius-Gnanou ; E.Hofmann,. Empowerment des femmes et microfinance en Inde : entre relativisme culturel et instrumentalisation in-I.Guérin, K.Marius-Gnanou, J.M.Servet, T.Pairault (dir.), *Microfinance en Asie : entre traditions et innovations*, Karthala, IRD/IFP, 2005

K.Marius-Gnanou ; E.Hofmann, le microcrédit est-il le faux nez du néolibéralisme ? la microfinance et les femmes pauvres : état du débat, *Cahiers d'Outre-Mer*, 2007, n°238, pp.217-233

K.Marius-Gnanou, Les défis du monde rural in *L'Inde, population et développement* (dir. M.C.Saglio), Ellipses, (coll. Carrefours Géographie) 2002.

NEETHA N., (2002), Flexible production, feminisation and disorganisation, *Economic and Political Weekly*, 25 may

NIHILA M., (1999), Marginalisation of women workers, leather tanning industry in Tamil Nadu, *Economic and Political Weekly*, april 17-24

PAPOLA, T.S, SHARMA, ALAKH N., (1999), *Gender and employment in India*, Vikas Publishing house, 439p.

RAZAVI S., (1999), export-oriented employment, poverty and gender :contested accounts, *Development and change*, vol.30, n°3, pp.653-683.

SEN A., (2000), *Un nouveau modèle économique, développement, justice et liberté*, Ed O.Jacob, 356p.

SRINIVAS M.N., Village, caste and gender : essays in indian social anthropology, New-Delhi, Oxford University Press, 244p.

VANAMALA M., (2001), Informalisation and feminisation of a formal sector industry, a case study, *Economic and Political Weekly*, 30 june

VENOU F., (1999), Le mariage à l'épreuve du travail en usines : ouvrières de l'industrie de la chaussure en Inde du Sud, *Journal des anthropologues*, n°77-7 8, pp.123-139.

WICHTERICH C., (1999), *La femme mondialisée*, Solin, actes Sud, 262 p.

